

Serge Proulx

Professeur titulaire. École des médias. Université du Québec à Montréal.
Professeur associé. Télécom ParisTech.

La puissance d'agir d'une culture de la contribution face à l'emprise d'un capitalisme informationnel: premières réflexions

S. Proulx (2011)

625

Attention, il s'agit d'un document de travail. Veuillez citer et vous référer à la version définitive :

S. Proulx (2011) *La puissance d'agir d'une culture de la contribution face à l'emprise d'un capitalisme informationnel: premières réflexions*
Culture et barbarie: communication et société contemporaine.
Hommage à Edgar Morin. Athènes. 26-28 mai 2011

Ce texte a été mis en ligne afin que les usagers du site Internet puissent avoir accès aux travaux de Serge Proulx. Les droits d'auteur des documents du site Internet [sergeproulx.info](http://www.sergeproulx.info) demeurent aux auteurs des textes et/ou aux détenteurs des droits. Les usagers peuvent télécharger et/ou imprimer une copie de n'importe quel texte présent sur [sergeproulx.info](http://www.sergeproulx.info) pour leur étude personnelle et non-marchande. Vous ne pouvez en aucun cas distribuer ce document ou l'utiliser à des fins lucratives. Vous êtes cependant invités à diriger les visiteurs vers [sergeproulx.info](http://www.sergeproulx.info) pour qu'ils accèdent aux textes.

Document téléchargé depuis <http://www.sergeproulx.info>

Tous droits réservés © 2011 Serge Proulx

***La puissance d'agir d'une culture de la contribution
face à l'emprise d'un capitalisme informationnel:
premières réflexions***

Serge Proulx,
Université du Québec à Montréal
Télécom ParisTech (Paris)

Dans la société contemporaine, l'omniprésence d'Internet et des technologies numériques a suscité le surgissement de nouvelles pratiques de communication et d'échange marquées par les idéaux d'une culture participative et orientées vers un imaginaire de la contribution. Internet a ainsi vu naître au fil des ans une "culture de la contribution" dont les tenants ne semblent pas s'identifier aux logiques utilitaristes habituelles s'imbriquant dans des pratiques de concurrence et de compétition. Au contraire, les motivations affichées par les usagers contributeurs - des "amateurs" pour la majorité d'entre eux (Leadbeater & Miller 2004) - relèvent davantage du plaisir associé à faire partager une passion ou, parfois, de la recherche d'une reconnaissance symbolique auprès des pairs. Cette "culture de la contribution" devient ainsi la source possible de formes nouvelles d'une *puissance d'agir* (*empowerment*) parmi les utilisateurs de ces plateformes numériques.

En même temps, force est de constater que les firmes qui sont propriétaires de ces plateformes (les "Géants de l'Internet": Google, Facebook, Yahoo...) - sur lesquelles les utilisateurs circulent apparemment librement, même s'ils doivent se conformer aux contraintes logicielles des interfaces - captent les données produites par les usagers, ces données étant à la source d'un nouveau régime de création de la valeur économique fondé sur une transformation de ces informations (souvent minimes) en métadonnées. C'est cette transformation informationnelle qui permet aux firmes de développer un ciblage publicitaire pointu et de nouvelles pratiques de marketing à la source de profits importants. Le XXI^e siècle voit ainsi se constituer un *capitalisme informationnel* s'appuyant sur le recours aux technologies numériques et à une logique de la contribution du grand nombre pour assurer la création d'une valeur économique fondée sur une capitalisation de l'information et de la connaissance. Le défi pour la science sociale aujourd'hui consiste à penser au-delà de cette opposition binaire entre "culture de la contribution" et capitalisme informationnel.

La contribution en tant que forme sociale

Mon intervention aujourd'hui poursuit en quelque sorte le questionnement sur la culture technique qui a été évoqué par les conférenciers précédents. Je pense qu'on est entouré de personnes qui ont les mains plongés dans l'univers Internet, qui "manipule" (c'est le cas de le dire) sans le savoir bien souvent, une certaine "puissance d'agir" à travers le développement de ce que j'appellerai une "culture de la contribution", qui représente une force de résistance face à l'emprise d'un capitalisme informationnel et cognitif. Le point de départ de ma réflexion se dessine à partir d'un constat descriptif. Des millions d'internautes se retrouvent aujourd'hui dans un rôle de "contributeurs" dans l'univers numérique. Mes observations s'appuient d'abord sur des descriptions ethnographiques concernées par l'ordinaire de la contribution dans l'univers numérique, ce qui me permet ensuite de proposer une réflexion plus systématique sur la contribution en tant que forme sociale. Qu'avons nous en tête plus précisément quand on parle d'activités de "contribution" dans l'univers Internet? Pensons par exemple aux activités suivantes : bloguer, fréquenter des sites de réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn), échanger des fichiers de pair à pair (audio, vidéo...), poster des photos, vidéos ou audios sur YouTube, MySpace, contribuer à l'encyclopédie libre Wikipedia, relayer des informations via Twitter, pratiquer le journalisme citoyen (Rue89) ...

Une première typologie des activités de contribution en ligne pourrait prendre la forme suivante:

- Recommandation (d'un resto à fréquenter ou à éviter, d'un livre à acheter...)
- Annotation (d'un document)
- Indexation (*tagging*)
- Collaboration à la réalisation de documents collectifs
- Rédaction (*authorship*)
- Organisation interne d'un document (structuration)
- Création d'hyperliens
- Organisation externe d'un ensemble de documents
- *Remixage* de contenus
- Commentaires à des blogs
- Publication en ligne (*post*) : texte, image, son, vidéo, hyperlien, logiciel.

Du point de vue de la contribution en tant que forme sociale, la contribution en ligne se situerait entre la transaction marchande et le don.

D'un côté, si l'on pense la contribution dans la perspective d'une transaction marchande, on peut dire au premier abord que le contributeur dépose un "contenu" (*user-generated content*) sur la plateforme qu'il choisit, ce qui lui procure une "satisfaction", une forme de plaisir. L'internaute peut venir aussi chercher une "utilité" économique par ce geste contributif: une première clé de compréhension s'offre ainsi à nous. Décrire les tenants et aboutissants de ce geste contributif apparaît important pour comprendre la logique marchande qui est en dessous des activités de contribution et qui est au fondement du modèle économique d'Internet (Benkler 2006; Gensollen 2006). Il s'agit de définir l'utilisateur d'une plateforme non seulement comme "producteur de contenu" (*content producer*) mais aussi comme "fournisseur de données" (*data provider*). C'est-à-dire que lorsque vous déposez, par exemple, un hyperlien ou une image vidéo dans votre profil *Facebook*, vous produisez un contenu dans Internet ou en tous cas, vous relayez une information, donc cette information apparaît sur la plateforme du fait que vous l'avez déposée.

On pourrait dire que vous avez été dans une posture de "producteur de contenu" mais vous êtes aussi en même temps un "fournisseur de données", c'est-à-dire que vous communiquez des données à l'entreprise qui est propriétaire de la plateforme, que vous le vouliez ou non. En d'autres mots, il y a une association qui est faite entre votre adresse IP et vos choix en termes de consommation ou vos choix en termes de sélection de pages. Cette association sera contenue dans la base de la firme propriétaire de la plateforme. Il y a là production d'une information nouvelle vous concernant, qui devient ainsi une "métadonnée". Or, ce sont ces métadonnées qui vont être au fondement de la production de la valeur économique dans cet univers des géants de l'Internet. Je reviendrai sur cette question du capitalisme informationnel dans lequel ce sont des utilisateurs ordinaires qui, produisant en permanence des données, sont à la source de la valeur économique dans le régime économique de l'Internet. Dans l'univers dans lequel nous sommes aujourd'hui, même quand nous ne sommes pas devant notre écran, nous produisons en permanence des données. Nous sommes aujourd'hui dans une civilisation de la surveillance généralisée. La nouvelle barbarie apparaît numérique. J'y reviendrai.

D'un autre côté, il est aussi possible de penser les usages contributifs dans les termes d'une logique du don, c'est-à-dire en termes d'échanges qui ne sont pas axés sur la recherche d'une rétribution matérielle ou financière. Ces activités contributives s'ancrent plutôt dans le désir d'une réciprocité dans les échanges et, s'il y a lieu, elles peuvent faire l'objet d'une rétribution symbolique (s'exprimant alors surtout en termes de *réputation* auprès de publics plus ou moins proches, ou de *reconnaissance* entre pairs).

Revenons à une définition de la contribution en tant que forme sociale, avec notamment en arrière-plan, la pensée du philosophe Axel Honneth pour nous aider à caractériser la contribution du point de vue de quelques-unes de ses propriétés constituantes. Avec la forme contribution, nous nous situons premièrement dans un univers de relations d'échanges horizontales. La reconnaissance sociale d'une contribution exige en effet des relations horizontales entre pairs, contrairement à l'admiration qui relève de relations verticales, quand on pense par exemple à la *star* et à ses fans. Deuxièmement, les contributeurs sont engagés dans un univers d'attentes normatives communément partagées. Il y a des valeurs partagées entre les contributeurs comme: la liberté d'expression, la logique du don, la nécessité de la coopération (en remplacement de la compétition). Nous pourrions prolonger cette idée de partage en parlant d'un collectif ou, encore plus, d'un sentiment d'appartenance à une communauté. Troisième et dernière caractéristique de la forme contribution: il s'agit de pratiques discrètes, c'est-à-dire que dans un très grand nombre de cas, l'utilisateur ne se met pas en avant. Souvent, effectivement, ce sont des gestes de don: par exemple, sur un forum d'aide pour les utilisateurs d'un logiciel spécifique, l'utilisateur contributeur donne à autrui la solution au problème que ce dernier a soumis, et puis, à la limite, ce contributeur ne s'identifie même pas. Nous sommes dans une logique du don sans demande de rétribution.

À partir de travaux empiriques de notre équipe (LabCMO - Montréal) portant sur trois analyses de cas d'usages contributifs dans l'univers Internet, j'ai remarqué le mouvement respectif et enchevêtré de deux logiques d'engagement de la part des utilisateurs. J'opposerai ici une *logique de réseau* et une *logique de communauté*. Lorsque l'utilisateur opère selon une logique de réseau, il circule et surfe de manière aléatoire dans l'univers Internet; il ouvre et explore les mondes numériques au hasard de ses gestes qui répondent davantage à une logique de *serendipity* (ou: "hasards bienheureux") (Auray 2007). L'utilisateur exploreur ouvre une page au gré de ses envies; il se rend sur tel ou tel site de manière plus ou moins spontanée, y dépose ou non un contenu (hyperlien, image, texte). Il ne reviendra peut-être jamais sur ce site. Nous sommes ici dans la logique nomade du réseau des associations en mosaïque. Au contraire, quand il se comporte selon une logique de communauté, l'utilisateur fait montre d'une certaine fidélité à l'égard de sites spécifiques. Dans le cadre de cette logique communautaire, il y a identification (symbolique ou idéologique) de l'utilisateur à la plateforme que représente tel ou tel site.

En me situant dans le paradigme de la complexité cher à Edgar Morin, je dirai que la forme sociale contribution ne relève ni complètement d'une logique du don, ni complètement d'une logique marchande. Nous serions ici dans une logique du "ni / ni" et simultanément dans une logique du "et / et", en ce sens que nous pourrions soutenir également que la forme contribution pourrait se définir comme étant *à la fois* don et transaction marchande. Sous l'angle de la logique marchande, la forme contribution doit chercher à définir sa spécificité à l'égard d'une domination de la figure d'*Homo Oeconomicus*. L'*Homo Oeconomicus* agit *individuellement* par intérêt calculé; j'insiste sur la dimension individuelle (et individualiste) de cette figure qui a dominé et domine encore la pensée économique contemporaine. En effet, les "effets de réseaux" ne sont que très peu pris en compte dans la pensée économique libérale. Sous l'angle de la logique du don, et pour reprendre l'expression du sociologue Jacques T. Godbout, nous serions devant la figure alternative de l'*Homo Donator*. Le don suppose, comme l'a souligné Marcel Mauss, une relation de réciprocité avec une triple obligation (savoir donner, savoir recevoir, savoir rendre). Ce sont les rapports durables de réciprocité suggérés par l'*Homo Donator* qui constitueraient le fondement moral de la vie sociale dans de tels collectifs régis par le don. Une autre idée intéressante liée à la logique du don, c'est que le donateur n'est jamais complètement séparé de l'objet donné: le donateur *habite* en quelque sorte l'objet donné (Studer 2004).

Culture de la contribution et Web social

Le début des années 2000 a vu émerger le *Web social* - appelé aussi "Web 2.0" ou "Web participatif" - qui place l'utilisateur au centre du dispositif sociotechnique (Millerand, Proulx, Rueff 2010). Internet met à la disposition des utilisateurs, des plateformes faciles à utiliser d'un point de vue technique et cognitif. Je veux dire: des usages "relativement faciles" puisqu'il existe quand même toujours des inégalités sociales importantes en termes d'accès et d'appropriation des outils. Ces usages du Web social s'appuient sur des échanges s'effectuant au sein de très grands collectifs. Je pense d'ailleurs que l'on ne peut plus parler de "communauté" pour désigner ces grands collectifs - ou même, de "communauté 2.0" - quand on pense au fait que par exemple, dans le cas de *Facebook*, l'on compte plus de 500 millions d'utilisateurs à travers le monde... Nous sommes face à des modèles économiques fondés sur des processus d'agrégation gigantesque de contributions souvent individuellement minimales. La production de la valeur économique est par conséquent fondée sur un recours à une logique du grand nombre que les chercheurs américains appellent le *crowdsourcing* (Surowiecki 2004). Je soutiendrai que les plateformes du Web social suscitent la multiplication des activités de contribution. En fait, l'usage type d'une plateforme 2.0 est l'usage contributif (Bruns 2008).

Or, cette culture de la contribution existe depuis longtemps dans l'univers Internet (Proulx et Goldenberg 2010). Dès l'invention d'Internet, les premiers techniciens qui cherchaient à mettre au point les relais, avaient inventé un dispositif de communication entre eux qu'ils avaient appelé littéralement: les *Request for comments (RFC)*. À travers cette logique de "demandes de commentaires", ces premiers inventeurs du dispositif Internet se situaient d'emblée dans un univers de la gratuité : gratuité du commentaire distribué librement au sein de la communauté des technologues. Ces gestes de coopération réciproque se sont inscrits dès les débuts du développement de l'informatique, époque où les logiciels n'étaient pas encore devenus propriétaires. Une époque largement coopérative, ce qui n'est pas sans rappeler une certaine manière de pratiquer la science hors des sentiers de la compétition féroce qui caractérise les relations entre scientifiques aujourd'hui.

Un grand nombre d'innovations Internet (le courriel électronique par exemple) ont été suscitées par des usagers qui utilisaient le réseau et qui ont élaboré, de manière relativement désintéressée, de nouveaux types d'usages répondant plus adéquatement à leurs besoins et donc, aux besoins des communautés d'utilisateurs auxquelles ils appartenaient. Ces usagers ont fait leurs propres contributions en suggérant des modifications, des bricolages ou même de véritables inventions visant à bonifier le dispositif. Autre phénomène lié à cette pérennité de la culture de la contribution sur Internet: l'histoire importante du développement du logiciel libre. Ces développeurs en informatique, aujourd'hui très présents sur Internet, ont contribué à définir une véritable alternative au logiciel propriétaire: d'une part, l'utilisateur est largement pris en compte dans le développement logiciel; d'autre part, le droit de modifier le code informatique et de le distribuer au sein de communautés de développeurs a généré un nouveau mode d'innovation et de gouvernance dans les collectifs de travail autogérés et dans les organisations de type associatif. De plus, ils ont inventé de nombreuses modalités juridiques - allant du *Copyleft* au *Creative Commons* - pour essayer de faire en sorte que s'instaure une véritable gratuité dans les échanges d'informations liées à l'innovation technique ou, à tout le moins, une gratuité relative dans l'échange des biens informationnels.

La puissance d'agir d'une culture de la contribution

Les questions principales traversant notre programme de recherche sont les suivantes:

- Quelle puissance d'agir les sujets / citoyens peuvent-ils acquérir à travers la maîtrise des outils 2.0?
- Quelles compétences (techniques, cognitives, communicationnelles) sont-elles requises pour maîtriser les outils 2.0? Dans ce contexte, je veux souligner que l'acquisition relative d'une *culture technique* apparaît nécessaire.
- Quelles fractures sociales et numériques, quels clivages entre classes, ou entre générations, quelles disparités entre individus (usagers habiles à utiliser les outils numériques vs le reste de la population) perdurent-ils encore? Ici, il m'apparaît important de déconstruire le mythe des « habiletés innées » que seraient supposées posséder les jeunes générations (la catégorie *digital natives* est éminemment discutable).

Attendu le court temps imparti pour cette présentation, je traiterai seulement de la question de la puissance d'agir des utilisateurs et des collectifs d'utilisateurs dans ce contexte de développement d'une "culture de la contribution" dans l'univers Internet. Il s'agit de traiter de la question de l'*empowerment* des usagers de ces outils 2.0. Quand on essaie de traduire cette notion en français - et si l'on écarte les expressions par trop académiques (habilitation, encapacitation) - on se retrouve face à deux familles de définitions. Nous pouvons en effet définir l'*empowerment* soit comme une *capacité d'agir* ou soit comme une *puissance d'agir*. Je m'inspire ici du travail de Jérôme Vidal (2008).

C'est la problématique sociologique de l'agence (*agency*) qui est liée le plus souvent à celle de l'*empowerment* des acteurs sociaux humains. Si l'on se veut sensibles à une appropriation critique de la problématique politique véhiculée par ces concepts, deux pistes s'ouvrent donc pour approfondir notre compréhension des notions d'*agency* et d'*empowerment*:

- D'un côté, l'*agency* nous amène vers une problématique de la "capacité d'agir" des acteurs sociaux, un concept que ne renierait pas une sociologie critique de la domination: "*Capacité d'agir* aurait l'intérêt de dresser une passerelle entre la problématique de l'*agency* et les sociologies de la domination qui, comme celle de Pierre Bourdieu, posent que la capacité statutaire (légitime, reconnue, officielle) conditionne (le développement de) la capacité (affective, psychique, intellectuelle, physique...) effective – mais ce serait rabattre la problématique de l'*empowerment* sur celle, institutionnelle, de l'habilitation." (Vidal, 2008, p. 17). Contre cette lecture limitée de Bourdieu proposée par Vidal, il faut bien voir que la théorie de la domination de Bourdieu est fondée d'abord sur le sentiment d'injustice que le sociologue éprouve devant le fait que la domination apparaît souvent aux yeux des dominés comme un état "naturel" des choses, c'est-à-dire "que les dominés ne se reconnaissent de capacités que celles que l'ordre de la domination veut bien leur reconnaître" (Nordmann, 2006, p. 9). Le travail de Bourdieu a consisté à comprendre par quels mécanismes cet ordre des choses avait pu être intériorisé (incorporé) par les sujets dominés qui en viennent à penser leur situation à l'aide des catégories cognitives proposées et imposées par l'ordre social, par la domination. Le système d'explication proposé par le sociologue s'est déployé en une tension dialectique entre un niveau structural objectif (position de l'agent dans un champ) et un niveau subjectif d'intériorisation de la structure par le biais des habitus. Or, il faut bien reconnaître – et c'est là, la faiblesse épistémologique de Bourdieu – que dans ce système explicatif, c'est le niveau structural qui fut privilégié systématiquement comme explication de dernière instance.

- D'un autre côté, l'*agency* peut conduire vers une problématique de la "puissance d'agir" des sujets sociaux, concept s'inscrivant davantage dans la tradition philosophique spinoziste, dont Michel Foucault et Gilles Deleuze sont des héritiers : "*Puissance d'agir* aurait le grand mérite de faire référence au fond spinoziste auquel reconduit comme par nécessité la notion, Spinoza étant assurément le grand penseur de la puissance d'agir (*potentia agendi*), et ses héritiers actuels (par le biais d'un certain marxisme, de Deleuze, de Foucault) étant à peu près les seuls à porter cette question dans l'Hexagone." (Vidal, 2008, p. 17)

Sans vouloir entrer en polémique avec Jérôme Vidal, notons tout de même que plusieurs sociologues, économistes et philosophes français contemporains explorent systématiquement aujourd'hui ce que l'héritage spinoziste peut apporter au développement actuel des sciences sociales (voir notamment: Citton et Lordon, 2008). S'interrogeant sur l'invisibilité des problématiques de l'*agency* et de l'*empowerment* dans l'univers des sciences sociales francophones, Vidal va jusqu'à se demander si la question de l'*agency* ne constituerait pas le point aveugle des sociologies contemporaines de la domination et de l'aliénation. Penser l'*agency* comme puissance d'agir des sujets humains pourrait fonder une alternative à la sociologie de la domination; cette approche pourrait conduire les sciences sociales contemporaines à penser la liberté autrement. Cette manière de voir apparaît compatible avec une autre sociologie, une approche donnant pleinement la parole aux acteurs ordinaires, une sociologie qui "laisse penser les acteurs" et qui leur reconnaît la capacité de fournir eux-mêmes des explications légitimes de leur situation (sociologie dite *pragmatique*). Cette pensée de l'*agency* pourrait nous aider:

"à sortir du face à face entre les sociologies du déterminisme et les philosophies du 'miracle', de l'acte' ou de l'événement'. À refuser de voir dans la liberté l'autre du pouvoir ou de la domination. À ne pas présupposer que la liberté trouve sa source dans un sujet absolument souverain. À penser la liberté comme production et comme relation, et, indissociablement, à penser la liberté comme productivité: comme capacité pratique d'être affecté et de produire des effets." (Vidal, 2008, p. 18)

Alors qu'une définition de l'*agency* comme "capacité d'agir" réduirait celle-ci à la capacité des acteurs (dominés) à résister (symétriquement) au système de domination qui les contraint – capacité de résister trop souvent "récupérée" par la puissante logique de domination et d'aliénation des masses – une définition de l'*agency* en terme de "puissance d'agir" investit au contraire les sujets sociaux d'une compétence plus forte, en l'occurrence: du pouvoir même de formuler une critique effective et ainsi, de *faire dévier* le cours de la reproduction du monde social. Dans le cadre d'une problématique de la puissance d'agir des sujets sociaux, ceux-ci possèdent – de manière analogue à la pratique de certains arts martiaux – la compétence de s'appropriier momentanément la force qui les domine pour renverser le sens de son mouvement et tenter alors d'inverser le cours du pouvoir. Ainsi pouvons-nous imaginer des sujets sociaux intervenant de manière paradoxale et symbolique dans le tissu des rapports de force, poussant la logique du système jusqu'à l'absurde, en posant, par exemple, des gestes de dérision ou de détournement de symboles dans l'arène publique.

Ces gestes participeraient ainsi d'un mouvement de déconstruction des stéréotypes véhiculés par les logiques dominantes; en d'autres mots, ils seraient partie prenante d'un mouvement de *dénaturalisation* des "pris pour acquis" cognitifs du monde social, des "évidences du sens commun", rejoignant en cela le projet contre-hégémonique d'un Antonio Gramsci (Hall, 1996), projet repris et poursuivi notamment par des chercheurs contemporains se réclamant des *Postcolonial Studies* qui travaillent à déconstruire les stéréotypes racistes liés par exemple à la couleur de la peau ou au fait d'appartenir à des groupes ou nations ayant subi le processus de colonisation (Spivak, 1988, 2005).

Une caractéristique importante de l'*agency* pensée comme puissance d'agir est sa dimension collective (Proulx, 2009). Pour pouvoir prétendre d'un *empowerment* conséquent, les sujets sociaux doivent se penser à la fois comme *communauté épistémique* (c'est-à-dire comme lieu de production collective d'une nouvelle connaissance commune et circulant librement aux fins de partage et de bonification permanente) et comme *acteur collectif* (c'est-à-dire susceptible d'intervenir efficacement dans l'arène publique) de manière à disposer d'une puissance d'agir collective et démocratique.

Comment cette problématique de l'*empowerment* pourrait-elle nourrir nos réflexions sur ce phénomène relativement nouveau qui consiste, pour les utilisateurs des plateformes du Web social, à fournir des "contributions" aux corpus des contenus circulant dans l'univers Internet? Pourrait-on identifier les conséquences politiques, éthiques et économiques de cette explosion des contributions numériques pour les ensembles sociaux? (Pour de premiers éléments de réponse, voir: Proulx et al. 2011).

La puissance d'agir émerge à travers le processus d'individuation des sujets humains et sociaux, avec le processus d'actualisation d'une force qui serait déjà là, dans l'être profond des hommes et des femmes, et qui réussirait finalement à s'épanouir davantage dans un tel contexte de déploiement et d'amplification d'une culture de la contribution - du moins, est-ce là notre hypothèse ambitieuse. Effectivement donc: puissance d'agir en tant que sujet et en tant que citoyen. Et comme le disait mon collègue Pierre Bouvier, cet univers Internet ouvre vers un nouvel espace de liberté. Avec le Web social, les utilisateurs des plateformes sont plongés dans une multiplicité de microsphères publiques numériques, plurielles, hétérogènes. Or, qu'en est-il des formes de l'agir politique dans un tel contexte? Je pense que cette problématique pose effectivement la question suivante susceptible d'éclairer sous un nouvel angle le problème de la démocratie Internet : est-ce qu'un tel engagement des utilisateurs dans cet univers de la "participation médiatique" pourrait se transformer à plus ou moins longue échéance, et devenir éventuellement une véritable "participation politique"? Il y a toute une réflexion à faire sur le "printemps arabe" dans ce contexte. Je dirais qu'ici la question de fond c'est la question de ce qui peut faire "étincelle" pour embraser le mouvement social. Qu'est-ce qui fait qu'à un moment donné, ces "mouvements médiatiques" deviennent finalement un mouvement social et politique? En d'autres mots, qu'est-ce qui peut déclencher le mouvement collectif? Et, bien sûr, je ne pense pas que l'étincelle se trouve à l'intérieur de l'univers médiatique. Je pense que l'étincelle est plutôt liée à des mouvements d'indignation devant des situations d'injustice et de domination, et qui sont vécues profondément en tant que telles. À un moment donné, ces situations vécues deviennent insupportables pour les sujets-citoyens. Ces derniers réclament alors reconnaissance et dignité.

Une réflexion reste à faire sur les conditions qui provoquent l'étincelle: à quel moment et à quelles conditions peuvent s'effectuer les mouvements collectifs de déplacement d'une posture relativement confortable de "derrière l'écran" à des prises de risque - pouvant aller jusqu'à mettre sa propre vie en jeu - dans des manifestations collectives se déroulant dans des lieux publics physiques. Je pense qu'il y a là une réflexion importante à faire pour penser l'articulation entre mouvements sociaux et usages des plateformes numériques. Maintenant, effectivement, au niveau de l'étude de cas que nous menons au LabCMO (avec Mary Jane Kwok Choon) sur l'usage de *Facebook* par deux ONG de l'île Maurice, je me pose la question de l'articulation entre mise en visibilité et acquisition de pouvoir dans l'espace public. Dans le fond, dans quelle mesure est-ce qu'un accroissement de visibilité signifie vraiment un accroissement de pouvoir pour un collectif ou un mouvement social? La visibilité médiatique pour un mouvement social ne serait-elle qu'une illusion de pouvoir? (Thompson 2000; Voirol 2005). Encore une fois, il y a lieu d'approfondir la réflexion pour éventuellement identifier sous quelles conditions l'accroissement de la visibilité médiatique d'un mouvement social peut faire pouvoir.

Pratiques de création et de résistance: quatre pistes ouvertes

Je vais conclure en vous présentant quatre pistes de création et de résistance développées par les utilisateurs du Web social, et qui constituent des formes de puissance d'agir liées à la culture de la contribution dont j'ai esquissé les grands traits. J'indique ici quatre pistes qui ne sont pas du même niveau (les registres d'action, les orientations idéologiques et les niveaux d'engagement des acteurs diffèrent significativement selon les cas). En conséquence, il faut prendre garde de ne pas les assimiler. Il s'agit donc de pistes distinctes mais dans tous les cas, ce sont des pistes intéressantes en ce qu'elles nous montrent une puissance d'agir (relative) contenue dans la culture de la contribution.

La première piste - que je situe sous l'appellation des "initiatives créatrices" (pour reprendre une expression d'Edgar Morin) - est celle des concepteurs du logiciel libre. Ces derniers ont pu développer depuis de nombreuses années, une authentique culture de la coopération (Weber 2004). Du point de vue de la puissance d'agir, ce qui apparaît particulièrement intéressant c'est que cette culture collaborative soit progressivement devenue *paradigmatique* en ce sens que le modèle du libre a émigré dans d'autres univers, en particulier dans le monde des organisations. Il y a ainsi des recherches issues des communautés des *organization studies* qui montrent que le modèle du libre constitue une alternative en terme de modèle de gouvernance organisationnelle.

La deuxième piste - que je situe aussi sous l'appellation des "initiatives créatrices" - va de Wikipédia à Tela Botanica. La plupart d'entre vous connaissez bien l'encyclopédie libre Wikipédia où chaque utilisateur potentiel est appelé à contribuer à l'écriture d'un article de cette encyclopédie vivante, collaborative et dynamique. Quant à Tela Botanica, il s'agit d'un groupe/réseau installé à Montpellier, à la base d'un Wikipédia de la botanique francophone, mais aussi à la source d'un modèle original de développement organisationnel orienté vers le développement associatif. Notre équipe réalise depuis deux ans une ethnographie avec/sur ce groupe qui est un laboratoire sociotechnique de la botanique francophone (Heaton, Millerand, Proulx 2010). Je veux simplement dire ici que ces univers organisationnels numériques font que des amateurs s'unissent à des professionnels pour produire de la connaissance et, dans le cas de la botanique, de la connaissance scientifique. En conséquence, cela devient extrêmement intéressant de réfléchir à cette *expertise profane des amateurs organisés en réseau*. Il y a des pistes ouvertes en termes de déplacement de l'expertise, de déplacement de l'autorité de l'expertise, de mobilité des porteurs de l'autorité de l'expertise. Je mentionnerai pour finir les deux dernières pistes que je place ici sous la thématique des "pratiques de résistance" à la société de contrôle généralisé qui s'installe progressivement.

La troisième piste - prenant la forme de "pratiques de résistance" - concerne ce que j'appellerai les "tactiques de diversion" qui commencent à être utilisées par les usagers ordinaires. Il s'agit d'un phénomène assez récent qui capte l'attention d'un certain nombre de chercheurs plutôt proches des milieux hacker. Pour décrire ces tactiques de diversion, deux chercheurs américains suggéraient récemment l'idée d'une "*political theory of obfuscation*" (Brunton et Nissenbaum 2011). Nous sommes ici - pour reprendre l'expression de Pierre Bouvier - dans un processus d'inversion des dominations. Parce que ces tactiques de diversion (*obfuscation*) ont été d'abord utilisées par les *spammers*. En d'autres mots, la culture de l'Internet est aujourd'hui en passe de banaliser certaines pratiques hackers, ce qui fait que des tactiques de diversion utilisées jusqu'ici par des internautes criminels entrent progressivement dans le répertoire des pratiques ordinaires sur Internet. Pour nous approcher un peu plus de ce que l'on entend par "diversion", nous pouvons faire ici référence aux tactiques classiques de l'aviation militaire. Ainsi, lorsqu'un avion est repéré par le radar d'une unité anti-aérienne, il lance des leurres et remplit alors l'écran radar d'un nuage de points blancs. L'ennemi ne sait plus quel point blanc représente l'avion à cibler: ce dernier se confond dans le nuage blanc sur l'écran radar. Pour revenir à la diversion informatique, cette

tactique de l'aviation militaire trouve son équivalent dans l'usage du système "Tor" qui permet à un internaute de devenir anonyme sur le réseau, son adresse IP étant masquée du fait que la fiche d'identité du message envoyé est à la fois cryptée et placée dans une chaîne très vaste de noeuds de circulation sur le réseau. Il y a aujourd'hui un bouillonnement de pratiques de résistance de la part d'utilisateurs ordinaires qui souhaitent devenir anonymes face à l'installation d'une société de surveillance généralisée. L'usage de ces tactiques de diversion exige une compétence technique plus forte qu'à l'habitude. C'est le prix à payer pour inverser et contrer la surveillance généralisée. Nous sommes aujourd'hui dans une société dans laquelle la plupart de nos gestes - achat avec une carte bancaire, usage de la carte de fidélité d'un magasin d'alimentation, achat en ligne - laissent en permanence des traces captées et déposées dans les bases de données de firmes spécialisées assurant la surveillance. Voilà le contexte qui explique l'émergence de ces tactiques de diversion qui se situent à la limite de la légalité.

La dernière piste des pratiques de résistance est une voie extrême: c'est le cas emblématique de *Wikileaks*. Ce dispositif représente l'expression ultime de la puissance d'agir de cette culture de la contribution. Il agit au plus haut niveau de la gouvernance mondiale. Ainsi, Hilary Clinton a-t-elle déclaré en 2011 que Julian Assange (l'initiateur de *Wikileaks*) était considéré par le gouvernement américain comme l'un des ennemis publics de la nation américaine. À ce niveau de la gouvernance mondiale, les pratiques de résistance prennent la forme d'une "guerre de l'information" (*infowar*). Il s'agit d'une piste d'action extrêmement polémique. Je ne veux pas ici nécessairement prendre parti à l'égard de cette initiative, quoique ce dispositif apparaît *a priori* fort intéressant du fait qu'il fasse craquer les pratiques élitistes du secret. Dans le contexte de la conférence d'aujourd'hui, je veux simplement indiquer qu'il s'agit là d'une autre expression de cette puissance d'agir d'une culture de la contribution. Parce qu'il s'agit bien en effet de l'expression d'une demande de contribution: *Wikileaks* invite tous les citoyens concernés à déposer sur ses sites des "fuites d'information" (*leaks*) susceptibles d'ébranler le pouvoir. Ce dispositif suppose de fait la création de sites extrêmement sécurisés où des individus *lambda* peuvent déposer des informations "qui vont faire fuite". Voilà donc l'état de ma réflexion sur la puissance d'agir d'une culture de la contribution dans un contexte de capitalisme informationnel. À ce stade, il m'est difficile d'être vraiment optimiste à l'égard des possibilités ouvertes par ces tactiques de résistance encore bien limitées pour pouvoir contrer efficacement les stratégies de la barbarie numérique.

Bibliographie

Auray, N., « Folksonomy : a New Way to Serendipity », *Communications & Strategies*, 65, 2007, p. 67-91.

Benkler, Y., *The Wealth of Networks. How Social Production Transforms Markets and Freedom*, New Haven: Yale University Press, 2006.

Brunton, F. & H. Nissenbaum, « Vernacular resistance to data collection and analysis: A political theory of obfuscation », *First Monday*, 16 (5), 2011, 19 p.

Bruns, A., *Blogs, Wikipedia, Second Life, and Beyond. From Production to Produsage*. New York: Peter Lang, 2008.

Citton, Y. et F. Lordon, dir., *Spinoza et les sciences sociales. De la puissance de la multitude à l'économie des affects*, Éditions Amsterdam, Paris, 2008.

Gensollen, M., « La culture entre économie et écologie : l'exemple des communautés en ligne », in Xavier Greffe éd., *Création et diversité au miroir des industries culturelles*. Paris : La Documentation Française, 2006, p. 285-312.

- Godbout, J.T., *Ce qui circule entre nous*. Paris: Seuil, 2007.
- Hall S., « Gramsci's relevance for the study of race and ethnicity », in D. Morley & K. H. Chen, dir., *Stuart Hall: Critical Dialogues in Cultural Studies*, Routledge, London, 1996.
- Heaton, L., F. Millerand, S. Proulx, « *Tela Botanica* : une fertilisation croisée des amateurs et des experts », *Hermès*, no. 57, CNRS éditions, Paris, 2010, p. 71-78.
- Honneth, A., *La lutte pour la reconnaissance*. Paris: Les éditions du Cerf, 2002.
- Leadbeater, Ch. et P. Miller, « The Pro-Am Revolution : How Enthusiasts are Changing our Economy and Society ». *Demos*, 2004: <http://www.demos.co.uk/publications/proameconomy/>
- Mauss, M., « Essai sur le don » (1923-1924) in *Sociologie et anthropologie*. Paris : PUF, 2001.
- Millerand, F., S. Proulx, J. Rueff, éd., *Web social. Mutation de la communication*, Québec: Presses de l'Université du Québec, 2010.
- Nordmann, C., *Bourdieu / Rancière. La politique entre sociologie et philosophie*, Éditions Amsterdam, Paris, 2006.
- Proulx, S., « Can the use of digital media favour citizen involvement? », *Global Media and Communication*, Sage Publications, 5 (3), December 2009, p. 293-307.
- Proulx, S. & A. Goldenberg, « Internet et la culture de la gratuité », *Revue du Mauss*, no. 35, Paris, 2010, p. 273-287.
- Proulx, S., L. Heaton, M.J. Kwok Choon, M. Millette, « Paradoxical empowerment of producers in the context of informational capitalism », *New Review of Hypermedia and Multimedia*, vol. 17, no. 1, April 2011, p. 9-29.
- Spivak, G. C., "Can the Subaltern Speak?" in C. Nelson & L. Grossberg, dir., *Marxism and the Interpretation of Culture*, University of Illinois, Urbana, 1988, p. 271-313.
- Spivak G. C., "Scattered Speculations on the Subaltern and the Popular", *Postcolonial Studies*, 8, 2005, p. 475-486.
- Studer, M., « Culture du don dans le logiciel libre », 2004. En ligne: <http://1libertaire.free.fr/DonLogicielLibre.html>
- Surowiecki, J., *The Wisdom of Crowds*. New York: Random House, 2004.
- Thompson, J. B., « Transformation de la visibilité ». *Réseaux*, 100, 2000, p. 187-213.
- Vidal, J., *La fabrique de l'impuissance 1. La gauche, les intellectuels et le libéralisme sécuritaire*, Éditions Amsterdam, Paris, 2008.
- Voirol, O., « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique ». *Réseaux*, 129-130, 2005, p. 89-121.
- Weber, S., *The Success of Open Source*. Cambridge: Harvard University Press, 2004.